



Julian Assange (Photo : Rich Hardcastle / Eyevine / Redux)

Réfugié depuis près d'un an à l'ambassade de l'Équateur à Londres, Julian Assange est un homme traqué. À terme, il craint d'être déporté aux États-Unis, qui l'accusent d'avoir divulgué des secrets d'État sur le site de WikiLeaks.

Au bout du fil, le hacker de 41 ans parle avec un fort accent australien. La voix est grave, fatiguée. Mais le ton est déterminé. De toute évidence, Assange n'a pas dit son dernier mot. Il a récemment annoncé sa candidature au Sénat de l'Australie, pour les élections de septembre prochain. Il fait le pari que, s'il est élu, son statut de parlementaire lui permettra de regagner son

pays natal.

En attendant, il multiplie les apparitions publiques depuis le balcon de l'ambassade, par téléphone ou par Internet. En collaboration avec trois autres activistes, il publie ces jours-ci un livre-choc à propos d'Internet. « Le meilleur de nos instruments d'émancipation est devenu le plus redoutable auxiliaire du totalitarisme », écrit-il dans *Menace sur nos libertés* (Robert Laffont), en librairie le 9 mai.

* * *

Notre conversation est-elle enregistrée par des services de renseignement ?

Bien sûr. Même si je me trouve dans une ambassade, nos paroles transitent par des lignes téléphoniques qui relient le Royaume-Uni au Canada. Elles seront donc très vraisemblablement enregistrées par le gouvernement britannique.

Vous écrivez que « nos vies privées sont désormais sous contrôle militaire ». C'est sans doute vrai en Corée du Nord, mais dans le cas de pays démocratiques comme le Canada, n'est-ce pas un constat exagéré ?

Non. Où que vous soyez, des câbles et des satellites vous relient aux serveurs Internet. Ce sont les nouveaux pipelines géostratégiques. De vastes flots d'informations transitent entre les pays au moyen de câbles de fibre optique. Or, les agences de renseignement, comme la NSA [National Security Agency], aux États-Unis, utilisent une technologie relativement peu coûteuse pour intercepter tout ce qui transite par ces câbles.

Il faut savoir que le Canada est membre d'une alliance de pays anglo-saxons, blancs et chrétiens qui échangent toutes leurs données d'espionnage électronique. Les membres de cette alliance — l'Australie, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Canada — ne sont pas liés par les règles qui leur interdisent de communiquer certaines données à des gouvernements étrangers. Il s'agit, en gros, d'un seul et même gouvernement.

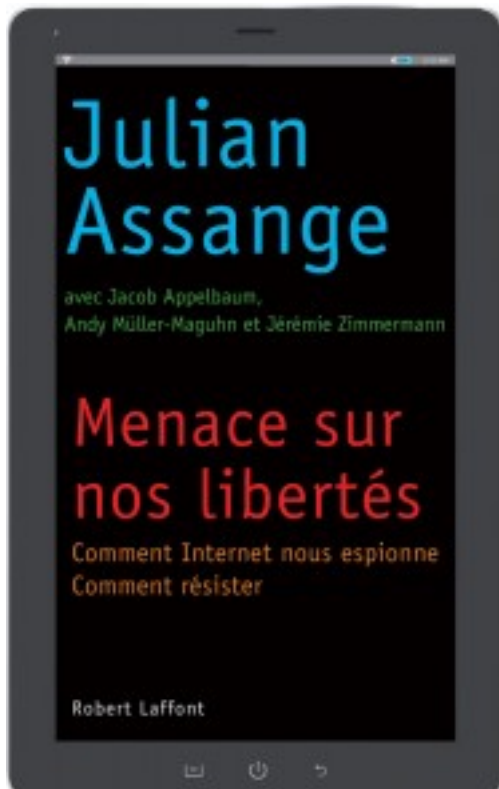
En quoi les gens « ordinaires » sont-ils touchés par cette surveillance ?

Tout le monde est ciblé. Quand la police veut surveiller certains activistes ou des trafiquants de drogue, par exemple, elle doit déployer des ressources importantes pour installer des logiciels-espions ou suivre des suspects en personne. Mais cette surveillance, dite tactique, est onéreuse.

Comme le coût du stockage d'information ne cesse de diminuer, il est plus efficace d'espionner tout le monde. C'est ce que j'appelle la surveillance stratégique. De cette façon, quand les services de renseignement enquêtent sur un suspect, ils n'ont qu'à aller puiser dans leur vaste base de données, à l'aide d'un algorithme.

Beaucoup de gens risquent de se dire : bof, je n'ai rien à cacher...

C'est toujours une bonne chose à dire, surtout si vous avez quelque chose à cacher ! Mais il est dangereux de laisser l'État décider de qui est bon et de qui est mauvais, d'autant plus que ça peut changer à tout moment. Même si vous êtes une personne sans reproche aux yeux des autorités, ce n'est peut-être pas le cas de votre femme ou de votre fils. Chaque fois que vous communiquez avec eux en ligne ou par SMS, vous transmettez des renseignements précieux. Dès que vous donnez de l'information, sur Facebook, au sujet d'une activité à laquelle vous avez participé, vous en révélez sur vous et vos proches.



Wiki-chronologie

2006 - Julian Assange fonde WikiLeaks, site consacré à la publication de documents confidentiels jugés d'intérêt public.

2010 - Publie sur son site des centaines de milliers de documents secrets sur les dessous des guerres en Irak et en Afghanistan. Des messages diplomatiques confidentiels de nombreux pays (dont le Canada) sont aussi divulgués.

Novembre 2010 – Mandat d'arrêt international lancé par la Suède, qui veut l'interroger dans une affaire d'agression sexuelle. Assange crie au complot et craint, s'il se rend en Suède, d'être ensuite extradé aux États-Unis, où il pourrait devoir faire face à la peine de mort en raison des fuites orchestrées par WikiLeaks.

Avril 2012 – Assigné à résidence à Londres, il anime, par vidéoconférence, un talk-show sur la chaîne de télé russe anglophone RT (Russia Today), lancée par Vladimir Poutine pour redorer l'image de la Russie dans le monde.

Julian Assange l'homme inquiet

Écrit par Jonathan Trudel
Jeudi, 23 Mai 2013 16:45 -

Juin 2012 – Le président de l'Équateur, Rafael Correa, lui accorde l'asile politique. Assange est depuis réfugié à l'ambassade de l'Équateur à Londres.

Avril 2013 – Lance le parti australien WikiLeaks et annonce sa candidature au Sénat aux prochaines élections, prévues en septembre. Selon la loi australienne, il a le droit de se présenter en tant qu'électeur vivant à l'étranger. D'après le système électoral de son pays natal, il n'aurait besoin que de 14 % des voix pour être élu, pour un mandat de six ans.

Avril 2013 – Début du procès de Bradley Manning, un soldat américain accusé de trahison pour avoir divulgué des renseignements militaires sur le site de WikiLeaks.

Novembre 2013 – Sortie prévue en salle de Fifth Estate, un film sur l'histoire de WikiLeaks produit par le studio américain DreamWorks. Mis au parfum du scénario, Julian Assange a déjà qualifié le film d'« attaque massive de propagande ».

Cet article [Julian Assange, l'homme inquiet](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Julian Assange l'homme inquiet](#)